

Jérusalem ET l'islam

Esther Benfredj

Master de relations internationales de

l'Université Jean Moulin, Lyon III.

Occupé par les Romains, les Perses, les Arabes, les Croisés et les Turcs, le royaume de Judée doit son nom de « Palestine » aux Romains qui, voulant effacer son caractère hébreu, le nommèrent de la sorte en référence aux Philistins, ses premiers occupants. N'est-ce pas là que le peuple juif « acquit son indépendance et créa une culture d'une portée à la fois nationale et universelle, (...) qu'il écrivit la Bible et en fit don au monde » ?¹ Au fil du temps et des différents règnes musulmans, la Palestine devint une région délaissée, livrée aux marécages et à l'aridité du désert, expliquent les spécialistes du Proche-Orient, Daniel Pipes et Frédéric Encel, puisque Jérusalem ne présentait qu'un intérêt secondaire pour l'Islam: le nom de la ville n'est à aucun moment mentionné dans le Coran, ni dans les liturgies.² Fort de ce constat, l'écrivain François-René de Chateaubriand devait d'ailleurs écrire en 1806 dans ses *Itinéraires de Paris à Jérusalem*: « Après avoir épuisé Jérusalem, le pacha s'en alla. Quelle désolation et quelle misère » concluait-il ! Ce n'est que tardivement qu'elle fut identifiée à la « lointaine mosquée », expression évoquée à deux reprises dans le Coran, ce qui lui conféra le statut de troisième ville sainte. Elle ne fut, en revanche, jamais érigée en capitale d'un Etat musulman. C'est pourquoi les revendications actuelles des Musulmans portant sur Jérusalem

et, plus largement, sur la Palestine sont d'ordre politique avant d'être religieux. En effet, l'instrumentalisation de la religion et de l'histoire du Proche-Orient est une arme redoutable qu'utilisent aussi bien les dirigeants arabes que les chefs religieux.

Après les Croisés

A l'époque médiévale, califes et sultans se succédèrent en Palestine. A de nombreuses reprises, ils prirent les armes pour préserver leur domination sur ce minuscule bout de terre, lorsque les efforts des chrétiens pour conquérir Jérusalem redoublèrent. Quand les Croisés réussirent finalement la conquête de la ville, les Musulmans déclenchèrent alors la guerre sainte, *le Djihad*, en octroyant une place éminente à la ville de Jérusalem dans l'histoire de l'Islam. La création du royaume de Jérusalem par les Croisés déclencha chez les Musulmans une prise de conscience de l'importance qu'il fallait attacher à la ville déclarée sainte par l'Occident. En utilisant les moyens d'expression du moment comme la poésie ou les hadiths, les propagandistes prônaient, à leur tour et en réaction, le caractère sacré de Jérusalem et la nécessité religieuse de sa possession. Une série de hadiths inédits rendaient la Palestine indispensable à la foi musulmane. L'un d'eux faisait d'ailleurs dire à Mahomet que la prise de Jérusalem par les infidèles constituait la deuxième plus grande catastrophe affectant l'Islam. Cette même antienne ressurgit en 1948 lorsque les Palestiniens qualifièrent la naissance de l'Etat d'Israël de « *Nakba* », la catastrophe. Il n'en demeure pas moins qu'après la victoire des Musulmans en 1187, Saladin écrivit, dans une lettre adressée aux Croisés, que Jérusalem était d'une importance fondamentale. Ses descendants entamèrent de ce fait une vaste reconstruction de la ville en bâtissant de nouveaux édifices. Ce fut d'ailleurs à cette époque que l'emplacement du célèbre Dôme du Rocher, érigé sur le Mont Moriah, lieu du sacrifice d'Abraham et de la construction du Temple, fut désigné comme le lieu exact de l'ascension de Mahomet. La politique commençait à influencer les croyances de l'Islam.

Au 13^e siècle, Jérusalem perdit la considération des Musulmans puisque l'Occident n'était plus en mesure de la lui disputer véritablement. C'est pourquoi la cité pouvait être tout bonnement sacrifiée comme le note le Professeur Donald Little³ : en 1219, lorsque se déroula la cinquième Croisade, Al-Muazzam, petit-fils de Saladin, rasa les murailles de la ville. Quant à Al-Kamil, souverain d'Egypte et de Palestine, également descendant de Saladin, il décida d'offrir Jérusalem aux envahisseurs venus d'Europe en échange de leur départ d'Egypte. Ces événements témoignent du peu d'importance qu'avait cette ville, à cette période de l'histoire, comparativement aux autres cités arabes. Ainsi, héroï-

quement conquise par Saladin, Jérusalem avait été concédée, quelques années plus tard, par ses descendants.

Sous le règne des Mamelouks entre 1250 et 1516, Jérusalem et la Palestine en général n'occupaient qu'une place sans grande importance. Et en 1516, ce fut au tour des Ottomans de dominer ce territoire jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale. On doit d'ailleurs à Soliman le Magnifique la reconstruction des murailles de Jérusalem. Mais la Palestine se trouva rapidement sous la férule de dirigeants corrompus qui s'enrichissaient au détriment des paysans palestiniens soumis à de lourds impôts.

Les promesses britanniques

Au cours du premier conflit mondial, le gouvernement britannique prit connaissance du faible intérêt des Musulmans pour la Palestine et la ville de Jérusalem. En 1915, lors des négociations menées avec le Chérif Hussein de La Mecque quant à la révolte arabe contre les Ottomans, les Britanniques décidèrent de ne pas inclure la Palestine dans les territoires à attribuer aux Arabes. Selon le haut-commissaire britannique, Henry McMahon, « il n'était aucun endroit (...) notable (...) situé plus au sud que Damas qui fut d'une importance vitale pour les Arabes. »⁴ Tout se jouait alors entre Damas, centre du nationalisme panarabe, Bagdad et La Mecque, ses sanctuaires. Une correspondance s'engagea entre McMahon et le Chérif Hussein dont le document le plus fameux reste la « Lettre McMahon »⁵ d'octobre 1915. Dans ce texte, le haut-commissaire tentait de satisfaire les prétentions territoriales d'Hussein sans pour autant porter atteinte aux futurs engagements de la Grande-Bretagne à l'égard de la France (Accords Sykes-Picot de 1916).

La lettre de McMahon fit couler beaucoup d'encre même s'il semblait clair pour les Britanniques que la Palestine resterait hors du cadre de l'accord. Selon l'historien Henry Laurens, la Palestine envisagée par McMahon se définissait comme un territoire situé entre la Méditerranée et le Jourdain. N'étant pas considérée comme « purement arabe », elle ne tombait pas sous l'autorité du Chérif Hussein. Cet élément semblait tellement évident pour les Anglais, que celui-ci ne fut pas clairement mentionné par écrit. De sorte qu'à l'issue de cette correspondance, les Britanniques n'avaient pas promis la Palestine à Hussein. C'est pourquoi, en 1917, le ministre des Affaires étrangères, Lord Balfour, pouvait garantir aux sionistes dans une célèbre déclaration, la création d'un Etat juif sur le sol palestinien. Il est intéressant de souligner, à l'instar de Jacques Soustelle, que le célèbre officier anglais Thomas Edward Lawrence (entré dans la postérité comme Lawrence d'Arabie) écrivit, dans une lettre adressée au *Times* en septembre 1919, que la Palestine n'était pas concernée par l'accord passé avec

Hussein.⁶ Parce que les engagements britanniques vis-à-vis des Arabes et des Juifs n'étaient pas contradictoires mais complémentaires, une entente territoriale entre ces deux peuples se cristallisa dans les accords Fayçal-Weizmann, signés à Paris le 3 janvier 1919 lors de la conférence de la Paix.

Le revirement arabe

Toutefois, une grande majorité d'Arabes palestiniens ne partageaient pas les objectifs politiques de Fayçal de sorte que les protestations ne tardèrent pas à se manifester. Des notables avaient ainsi rédigé une lettre, destinée aux membres de cette conférence, dans laquelle ils exprimaient leur opposition quant à la création d'un Etat juif en Palestine.⁷ Ce refus était lié à la revendication arabe de l'appartenance territoriale de la Palestine à la grande Syrie. Condition qui avait été abondamment discutée en juillet 1919 lors du Congrès général syrien de Damas. De manière consciente ou inconsciente, ce congrès fut certainement à l'origine de la confusion du sort de la Palestine, à savoir qu'elle aurait été deux fois promise par les Britanniques, et la source de revendications arabes à venir. Reprises par Hadj Amin El-Husseini, futur grand mufti de Jérusalem (et fidèle allié d'Adolphe Hitler pendant la Seconde Guerre mondiale), ces prétentions territoriales allaient se durcir au cours des années suivantes.

Ce refus, quant à un accord territorial avec les sionistes, eut pour conséquence un revirement politique de la part de Fayçal. Préférant se ranger du côté de la majorité arabe, il reprit la parole qu'il avait formellement donnée au foyer juif en adoptant les résolutions du Congrès de Damas. Dès l'été 1919, il revendiqua la Palestine comme faisant intégralement partie du royaume arabe, consacrant, de ce fait, le rejet des populations arabes d'une séparation de la Palestine et de la Syrie. Il écrivit d'ailleurs en mai 1920 au général Allenby, qui avait commandé le corps expéditionnaire britannique au Proche Orient durant la Première Guerre mondiale : « En ce qui concerne mon accord sur la création d'un foyer national juif en Palestine, je crois qu'il y a une certaine incompréhension. Tout ce que j'ai admis est la sauvegarde des droits des Juifs dans ce pays dans la même mesure que les droits des habitants indigènes arabes sont sauvegardés et leur permettre de disposer des mêmes droits et privilèges. (...) Je suis prêt à me rendre en Europe pour défendre le cas de mon pays si seulement je reçois une déclaration positive destinée à mon peuple inquiet, affirmant que la conférence ne permettra pas la séparation de la Palestine et de la Syrie. »⁸

Le revirement politique de Fayçal encouragea l'activité des nationalistes arabes. Mais ce fut surtout le résultat de la commission d'enquête Crane et King d'août 1919, à la demande du Président Wilson, qui exacerba le nationalisme arabe. En effet, les conclusions de cette enquête préconisaient la limitation de l'immi-

gration juive en Palestine tout en optant pour l'abandon d'un quelconque Etat juif. De sorte qu'au cours des années 20, les chefs arabes, et notamment Hadj Amin El-Husseini, alors devenu mufti de Jérusalem en 1921, redonnèrent une place importante à Jérusalem en réaction aux aspirations juives sur la ville. Une décennie plus tard, en 1931, le redoutable Hadj rassembla de nombreux notables à Jérusalem pour un congrès international afin de mobiliser les Musulmans de différents pays voisins en faveur des Arabes de Palestine. Il fut également à l'origine d'émeutes sanglantes à Jaffa et à Jérusalem pendant la révolte de 1936. Se joignant à l'organisation extrémiste égyptienne des *Frères Musulmans*, il prêcha tout au long de sa vie un islam intégriste. L'un des faits les plus marquants reste sa déclaration selon laquelle Mahomet aurait attaché son cheval au Mur des Lamentations. Si les érudits musulmans émirent diverses théories sur cet événement, aucun d'entre eux ne l'avaient associé à cet emplacement sous le nom de Mur des Lamentations. La politique devait ici encore dicter le contenu de la foi islamique.

Après la création d'Israël

Au lendemain de la naissance de l'Etat d'Israël en mai 1948 et jusqu'en 1967, une partie de Jérusalem et de la Cisjordanie⁹ furent annexées au royaume de Jordanie du roi Abdullah. Mais les Hachémites se désintéressèrent de Jérusalem et tentèrent de réduire l'importance de cette ville au profit de leur capitale, Amman, en déplaçant certaines institutions locales comme les fondations religieuses. La radio jordanienne retransmettait les prières depuis une mosquée d'Amman et non pas depuis la mosquée *Al-Aqsa* de Jérusalem. Dans le même temps, plusieurs milliers d'habitants arabes quittèrent alors de leur plein gré la Palestine pour la Jordanie. La population de la capitale jordanienne quintupla entre 1948 et 1967 rappellent les historiens. Soulignons également que la Jordanie ne fut pas l'unique pays arabe à négliger cette ville. Aucun dirigeant arabe ne s'y rendit pendant les dix-neuf années de règne hachémite. Seul le roi Hussein y fit de rares visites la plupart du temps pour dévaler les collines de Jérusalem au volant de ses bolides. Quant au désir exprimé par le roi Fayçal d'Arabie Saoudite de prier à Jérusalem, celui-ci ne se manifesta qu'après 1967 lorsque la ville fut entièrement conquise par les Israéliens lors de la guerre des Six Jours.

Un événement peu connu de cette époque jette d'ailleurs une lumière crue sur le véritable attachement des Musulmans à Jérusalem. Quelques mois après la guerre des Six jours, le roi Hussein et l'ensemble des dirigeants arabes étaient persuadés que les Israéliens rebâteraient le Temple de Salomon. Hussein proposa alors à Moshé Dayan de démonter le Dôme du Rocher, érigé à l'emplacement du Temple, pour le reconstruire à Amman. Mais le gouvernement israé-

lien ne donna pas suite à cette proposition. Pourtant si celle-ci avait été validée, elle aurait certainement démontré au monde la vacuité de la prétendue légitimité musulmane sur le mont du Temple.

Un autre fait important concerne la première charte de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) rédigée en 1964. Celle-ci ne mentionnait nullement la Palestine comme étant le foyer des Arabes de Palestine. Cette indifférence s'acheva en 1967 lors de la réunification de la ville, proclamée capitale éternelle par Israël. Les chefs de l'OLP décidèrent alors de faire de la Palestine le « foyer du peuple arabe palestinien » et de Jérusalem sa capitale. Et ce fut dans une seconde charte rédigée en 1968, que l'OLP rattrapa son omission. La question de Jérusalem constituait ainsi le point le plus passionnel et crucial du conflit israélo-palestinien. Sans cesse évoquée dans les résolutions de la Ligue des Etats arabes et des Nations Unies, Jérusalem servait de propagande et d'instrument de mobilisation de l'opinion publique. Sa perte permettait également une instrumentalisation du conflit dont l'objectif n'était pas moins que la destruction de l'Etat hébreu. Objectif d'ailleurs clairement mentionné au coeur de la charte de l'OLP et comme seule finalité possible pour libérer une « Palestine occupée ». C'est pourquoi, les chefs arabes prônèrent, sans répit, la sacralité de la tradition islamique de la ville tout en dénigrant les liens des Israéliens avec celle-ci. A ce propos, le ministère palestinien de l'Information déclara dans un communiqué du 10 décembre 1997 qu'« il n'y a pas de preuve tangible qu'il y ait la moindre trace ou le moindre vestige juif que ce soit dans la vieille ville de Jérusalem ou dans le voisinage immédiat. » Comme l'explique Anne-Marie Delcambre, « parler des fils d'Israël (dans le Coran) ne veut pas dire nécessairement des Juifs. C'est là l'erreur compréhensible commise par ceux qui assimilent automatiquement *Fils d'Israël* et *Juifs*. Certes au début les Juifs étaient les Fils d'Israël mais ils se sont mal comportés. Ils ont falsifié la Torah, si bien que dans les sourates de Médine, les dernières révélées, les vrais fils d'Israël sont les croyants musulmans et Israël, la terre promise, sera nécessairement musulmane, du fait du changement d'alliance d'Allah. Dieu ne veut plus des Juifs. Il leur préfère les Musulmans. »¹⁰ Selon cette spécialiste de l'Islam, toute la tradition classique de cette religion va en ce sens. Ainsi dans la logique coranique, les Juifs d'Israël doivent à nouveau occuper le statut de *dhimmis*.

Passionnée et passionnelle, l'histoire de la Palestine atteste que ce sont les événements politiques qui instrumentalisent, pour beaucoup, les croyances musulmanes depuis des siècles. Cette explication nous permet, dès lors, de mieux appréhender les motivations palestiniennes actuelles qui voudraient faire de Jérusalem leur capitale. Ne pourrait-on pas également y voir un complexe freudien dans l'acte de destruction et de négation des Arabes musulmans de Palestine à

l'égard du patrimoine de leurs frères juifs ? Ne serait-ce pas là, d'une certaine manière, le complexe du frère (Ismaël), jaloux de l'héritage reçu par le fils préféré (Isaac), qui aurait déclenché une haine fratricide ? Le conflit israélo-arabe trouverait donc ses origines cachées dans la Genèse : il ne serait rien d'autre qu'une guerre de succession théologique, doublée d'une vengeance millénaire de l'enfant adultérin (puisqu'il né de la relation d'Abraham et de sa servante) sur son frère légitime, né postérieurement de l'union d'Abraham et de Sarah. Et Jérusalem, bâtie au pied du Mont Moriah lieu symbolique, cristalliserait, en fin de compte, cet antagonisme originel.

notes

1. Extrait de la Déclaration d'indépendance d'Israël proclamée par David Ben Gourion le 14 mai 1948.
2. Pipes Daniel, « Les revendications des Musulmans sur Jérusalem », *Middle East Quarterly*, septembre 2001 et « A qui appartient Jérusalem ? », *Los Angeles Times*, 21 juillet 2000 ; Encel Frédéric, *Géopolitique de Jérusalem*, Paris, Editions Flammarion, 2008.
3. Little Donald, « Jerusalem under the Ayyubids and Mameluks », cité par Daniel Pipes, *Ibid*.
4. Pipes Daniel, « Les revendications des Musulmans sur Jérusalem », *Middle East Quarterly*, septembre 2001.
5. « Les deux districts de Mersin et d'Alexandrette et les parties de la Syrie s'étendant à l'ouest des districts de Damas, Homs, Hama et Alep ne peuvent pas être dits comme étant purement arabes, et doivent être exclus des limites demandés. » Extrait de la « Lettre McMahon », Henry Laurens, *La question de Palestine, Tome I*, Paris, Edition Fayard, 2002, p 299-300.
6. Soustelle Jacques, *La longue marche d'Israël*, Paris, Editions J'ai Lu, 1968.
7. « Ce pays est le nôtre depuis longtemps. Nous y vivons depuis plus longtemps qu'eux. Nos relations historiques et religieuses avec lui, nous, Musulmans et Chrétiens, sont beaucoup plus développées que celles des Juifs. Aussi, leurs revendications de droits historiques antiques de leur pays ne leur confèrent pas le droit de se l'approprier. », dans Dominique Perrin, *Palestine, une terre, deux peuples*, Paris, Editions Presses Universitaires du Septentrion, 2000, p.143 et dans Olivier Carré, *Le mouvement national palestinien*, Paris, Editions Gallimard, 1977, p.33.
8. Citation extraite de l'ouvrage de Henry Laurens, *L'Orient arabe. Arabisme et islamisme de 1798 à 1945*, Paris, Armand Colin, 2004, p.186.
9. La Cisjordanie fut annexée au Royaume de Jordanie jusqu'en 1988.
10. DELCAMBRE Anne-Marie, *Soufi ou mufti ? Quel avenir pour l'Islam*